**CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
NOUVELLE-AQUITAINE**

CD 2024-04

Mme X.

c/

M. Y.

M. Normand
Président

M. Holle
Rapporteur

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de
Nouvelle-Aquitaine

Audience du 30 juin 2025

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025

Une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 8 avril 2024, présentée par Mme X, demeurant XXX et transmise par le conseil départemental de la Charente qui déclare ne pas s'y associer.

Mme X demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à M. Y, masseur-kinésithérapeute exerçant XXX.

Elle soutient qu'au cours de la première séance du mardi 28 novembre 2023, M. Y lui a demandé d'enlever son pull et son soutien-gorge pour réaliser des infras rouges et un massage, puis de réaliser, debout, des exercices sans lui laisser le temps de remettre son soutien-gorge ; au cours de la seconde séance du lendemain, alors qu'elle avait déjà enlevé son haut et son soutien-gorge, il lui a demandé d'enlever également son pantalon pour réaliser des infras rouges et un massage à la suite de quoi il lui a demandé de réaliser, « à 4 pattes », sur un tapis, des exercices sans lui laisser l'occasion de se vêtir ; elle a ressenti une gêne importante à effectuer ces mouvements en petite tenue ; des douleurs sont réapparues suite aux soins.

Par un mémoire en défense, enregistré le 16 juin 2025, M. Y représenté par Me Miranda conclut au rejet de la plainte.

Il fait valoir que la prise en charge de Mme X était justifiée au regard des éléments cliniques de la patiente et notamment la prescription médicale ; il n'a jamais obligé la patiente à retirer ses vêtements ; il a quitté la salle au moment de chaque déshabillage ; il a veillé à respecter

sa pudeur ; il s'est toujours positionné à l'arrière de la patiente de manière à ne créer aucune ambiguïté.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de la santé publique ;
- Le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 juin 2025 :

- Le rapport de M. Holle, rapporteur ;
- Les observations de Me Six, représentant M. Y, qui reprend les termes de ses écritures, ayant été invité à prendre la parole en dernier et à qui son droit à garder le silence a été rappelé.

Considérant ce qui suit :

Sur le bien-fondé des poursuites disciplinaires :

1. Aux termes de l'article R. 4321-53 du code de la santé publique « *Le masseur-kinésithérapeute, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie humaine, de la personne et de sa dignité. Le respect dû à la personne ne cesse pas de s'imposer après la mort.* », de l'article R. 4321-54 du même code: « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.*», de l'article R. 4321-80 du même code : « *Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le masseur-kinésithérapeute s'engage personnellement à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données acquises de la science.* » et de l'article R. 4321-84 du même code « *Le consentement de la personne examinée ou soignée est recherché dans tous les cas. Lorsque le patient, en état d'exprimer sa volonté, refuse le traitement proposé, le masseur-kinésithérapeute respecte ce refus après avoir informé le patient de ses conséquences et, avec l'accord de ce dernier, le médecin prescripteur. (...).* ».

2. Il ressort des pièces du dossier que Mme X, porteuse d'une prothèse discale L5S1, a été prise en charge par M. Y pour traiter une cervicalgie consécutive à un accident sur la voie publique. Lors de la première séance du mardi 28 novembre 2023, elle a retiré, à la demande du praticien, son pull et son soutien-gorge pour réaliser des infrarouges, puis a bénéficié d'un massage au niveau des cervicales. Lors de la séance du mercredi 29 novembre 2023, alors qu'elle avait déjà enlevé son soutien-gorge, elle a également retiré, à la demande du praticien, son pantalon, à la suite de quoi elle a reçu des infrarouges puis un massage au niveau des cervicales et des lombaires. Il résulte, à cet égard de l'instruction, et n'est d'ailleurs pas contesté que M. Y a

quitté, à chaque fois la pièce où Mme X s'est dévêtue et que les zones où les massages ont été pratiqués sont cohérents avec les pathologies dont souffrait celle-ci. Mme X estime néanmoins que les conditions dans lesquelles elle a effectué ses exercices de rééducation à l'issue de massages ont porté atteinte à sa dignité en ce qu'elle ne s'est pas préalablement rhabillée. Toutefois, lors de la première séance, M. Y était placé derrière Mme X lorsque celle-ci a réalisé, assise sur la table de massage puis debout, des exercices de mobilité des épaules. De même, lors de la seconde séance, M. Y était placé à l'arrière de Mme X, au niveau de ses pieds, et donc en dehors du champ de vision de sa poitrine, lorsque celle-ci a réalisé, agenouillée sur un tapis de gymnastique, un exercice de mobilisation de l'étage vertébral lombaire. Par suite, et alors que le port de vêtements était de nature à rendre moins aisé la réalisation des exercices de rééducation, la poursuite des séances après chaque massage, n'imposait pas que Mme X se rhabille préalablement. Il suit de là que M. Y n'a méconnu aucune des dispositions susvisées du code de la santé publique.

3. Il résulte de tout ce qui précède que la plainte de Mme X doit être rejetée.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de Mme X est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à Mme X, à M. Y, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Charente, au Procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême, au Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Nouvelle-Aquitaine, au Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et au Ministre de la Santé et de la Prévention.

Délibéré après l'audience du 30 juin 2025, où siégeaient :

- M. Normand, Président ;
- M. Holle, rapporteur ;
- M. Simon, M. Chaubet et M. Patrier.

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025.

Le Président

La Greffière

Nicolas NORMAND

Louise THIRION

La Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.